

# Chapitre 5

---

## Les contraintes majeures au développement de la Centrafrique

La Centrafrique possède d'abondantes ressources naturelles. Sa position enclavée, couplée avec la mauvaise gestion de l'économie et l'instabilité politique, ont fait que l'économie ne s'est pas développée autant qu'on aurait pu s'y attendre. Sans être un pays riche, la Centrafrique possède un potentiel pour satisfaire les besoins de sa population. D'une manière générale, le développement du secteur rural est entravé par diverses contraintes d'ordre à la fois technique, socioculturel et économique. Le marché national est étroit. Les systèmes de production agricoles sont assez archaïques et se caractérisent par un manque d'équipement, à l'origine d'une faible productivité, d'une alternance de périodes de mises en cultures courtes et de jachères longues limitant la valorisation des investissements en travail, d'une concentration des terres exploitées sur les axes routiers au détriment des bas-fonds plus riches mais éloignés des routes et d'un manque d'utilisation d'intrants. Ces contraintes d'ordre structurelles, sociales et techniques peuvent être classées de la manière suivante :

- des goulots d'étranglement dans la voie de transport fluvial et ferroviaire qui conduit à la mer via le Congo et sur la route qui traverse le Cameroun, majorent fortement le coût de transport et rendent les exportations moins compétitives ;
- la petite taille (ou l'exiguïté) du marché intérieur et l'étalement du pays sur une vaste étendue excluent les économies d'échelles et les coûts de production dans l'industrie manufacturière et élèvent les prix (à cause de l'importance des frais de distribution intérieure) ;
- une main-d'œuvre qualifiée insuffisante ;
- un climat politique oppressant étouffé toutes les initiatives politiques et administratives. Le constat est qu'à la fin de chaque régime, la fonction

publique est démoralisée et est au point mort à cause des arriérés de salaires ;

- une faible pénétration des services bancaires : niveau très bas de dépôt et insuffisance de financement des investissements, les banques préfèrent le financement aux crédits de court terme (c'est-à-dire les activités commerciales) ;
- une instabilité des cours des matières premières, la Centrafrique est un petit pays preneur de prix ;
- un manque de politique de diversification des exportations ;
- un bas niveau de la production et des exportations agricoles ;
- un échange défavorable entre le milieu urbain et le milieu rural ;
- un faible niveau technique et une formation insuffisante des agriculteurs ;
- une détérioration des conditions de vie ;
- une instabilité politique persistante ;
- un faible niveau général de développement et une inadaptation des mesures de politiques économiques qui ont empêchés la création des unités de production manufacturière ;
- l'absence d'esprit d'entreprise et le manque d'intégration économique interne et externe ont contribué à freiner l'économie ;
- l'inexistence d'infrastructure adéquate.

### Une croissance économique très faible

De 1960 à 1990, le PIB a progressé seulement de 1 pour cent en terme réel, soit nettement moins que le taux de croissance naturel de la population, montrant que le PIB per capita a donc régressé sur les trois dernières décennies, démontrant que la structure de l'économie n'a pas subi de grandes modifications.

**Tableau 16** : Composition sectorielle du PIB

|             | 1965/67 | 1967/70 | 1978/80 | 85/88 | 1990/2000 |
|-------------|---------|---------|---------|-------|-----------|
| Primaire    | 42,8    | 41,7    | 39,8    | 43,5  | 54,8      |
| Secondaire  | 15,5    | 15,1    | 19,9    | 20    | 17,8      |
| - dont :    |         |         |         |       |           |
| manufacture | -       | -       | 7,4     | 6,3   | 8,1       |
| Tertiaire   | 41,7    | 43,3    | 40,3    | 36,5  | 27,8      |

Source : DSEES

Jusqu'à la fin des années 1970, la structure économique de la RCA était marquée par la permanence de celle héritée de la colonisation. Dans les années suivantes, elle va s'infléchir quelque peu, en particulier les activités du secteur secondaire (manufacture, énergie, BTP) vont voir leur part s'accroître dans le PIB, passant

de 15 pour cent dans la décennie de 1960 à 1970 à 20 pour cent vers la fin des années 1970. La place du secteur secondaire se stagne à ce niveau mais par contre la part du secteur manufacturier va régresser vers la fin des années 1980. Le secteur tertiaire qui englobe les services marchands et non marchands diminue progressivement en raison de la stagnation et des grèves longues et répétées dans les administrations publiques. On constate également la faible part de l'industrie et un gonflement du secteur primaire suite à la déviation des activités des fonctionnaires<sup>1</sup> et l'abandon des cultures d'exportation vers les cultures vivrières.

En conséquence, sur les dix dernières années, l'évolution économique de la RCA présente la caractéristique suivante : les activités primaires ont non seulement été prédominantes mais ont progressé au détriment des secteurs secondaire et tertiaire, passant de 49,1 pour cent en 1990 à 57 pour cent en 1999. De ce fait, il est intéressant de noter par ailleurs le poids de la production vivrière qui, à elle seule, a représenté en moyenne 34,6 pour cent contre moins d'un pour cent des cultures d'exportation (qui bénéficient de plus de 80 pour cent des investissements en faveur de l'agriculture).

Pour expliquer les faibles niveaux de croissance enregistrés, Paul Collier et Jan Willem Gunning (1997) ont mené différentes études, utilisant des modèles économétriques fondés sur la théorie de la croissance endogène pour identifier et quantifier l'effet des divers facteurs sur le taux de croissance du PIB. Ces études ont montré que le seul fait d'être en Afrique implique une prévision du taux de croissance d'à peu près 1,5 pour cent inférieur à la moyenne des pays non africains. L'échantillon est composé par un ensemble des pays en développement africains et non-africains (pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine), des séries de variables (éducation, monnaie et finances, commerce extérieur et change, budget) caractérisant les politiques suivies.

En combinant les résultats, Collier et Gunning ont identifié six groupes de facteurs essentiels permettant d'expliquer les faibles taux des économies africaines, en particulier celle de la RCA, il s'agit de :

### **Une insuffisance en capital social**

L'Afrique, selon les auteurs, connaît de façon générale une insuffisance en capital social civique et public du fait :

- des barrières ethno-linguistiques, qui induisent une fragmentation des économies africaines et qui rendent difficile les interactions sociales. Dans les économies où les droits politiques sont défectueux, ce facteur peut expliquer jusqu'à 45 pour cent de l'écart de croissance entre l'Afrique et les autres PVD (Easterly et Levine) ;
- d'une classe politique gouvernante aux intérêts divergents de ceux de la masse de la population : les gouvernements africains émanant d'une petite élite ont contribué à la défaillance du capital social publique de leur pays via ;

- des péchés par commissions : politique servant les intérêts de classe (taxation de l'agriculture au profit de l'administration publique, subvention des aliments en zone urbaine, régime de contrôle des qualités et des prix...);
- des péchés par omissions : incapacité à fournir des infrastructures adéquates.

### Une insuffisance d'ouverture

Au niveau du commerce extérieur, l'existence du contrôle s'est traduite par la mise en place des quotas, droits de douane excessifs, taxes à l'exportation, contrôle des changes et caisse de péréquation qui ont fait de l'Afrique la région de loin la plus fermée des PVD. Ces restrictions ont été d'autant plus dévastatrices que les économies africaines sont en moyenne plus petites. L'analyse économétrique montre en effet qu'un même niveau de restrictions commerciales est une fois plus pénalisant en Afrique qu'ailleurs. Selon Sachs et Warner (1997), les politiques commerciales restrictives, l'accès difficile à la mer et la maladie hollandaise causent une réduction du taux de croissance de 1,2 pour cent (ou de 0,4 pour cent selon Easterly et Levine 1997).

### Des services publics déficients

En dépit d'un taux de dépenses productives plus élevé que dans les autres régions du monde (16,5 contre 21 pour cent des dépenses publiques totales de 1985 à 1989), les services publics sont déficients du fait :

- *d'une politique* visant à favoriser le volume de l'emploi public, au détriment de la qualité des services fournis :
  - *trop de staff et manque de moyen* (1\$ de dépense sociale absorbe des charges salariales deux fois plus élevées en Afrique qu'en Asie du Sud) ;
  - *des niveaux et une échelle de progression de salaires peu incitatifs* conduisant à un découragement de la main-d'œuvre ;
- *d'une mauvaise orientation des dépenses publiques* vers des services répondant au besoin de l'élite (e.g. les dépenses d'éducation tertiaire sont 44 fois plus élevées que les dépenses primaires comparées à une fourchette de 3 à 14 fois) ;
- *d'une politique d'infrastructure inadéquate* résultant-en :
  - *un volume insuffisant* : faible densité, des routes rurales en moyenne 55 km/km<sup>2</sup> comparé à 800 en Inde, un dixième du nombre de téléphone par habitant en Asie ;

- *une qualité médiocre* ;
- des prix élevés : tarifs ferroviaires et aériens deux à quatre fois plus élevés qu'en Asie ;
- *le fret et l'assurance* s'élèvent à quinze pour cent des revenus d'exportation comparé à six pour cent pour la moyenne des PVD.

### **Une géographie à risque**

En partie, pays très éloigné des littoraux (risques climatiques, accès difficiles aux débouchés portuaires en eau profonde, sols de faible qualité, risque de maladie) qui accroissent le risque agricole et conduisent souvent à une faible densité de la population (coûts de transports élevés) ;

Un avantage comparatif en ressources naturelles dont le corollaire est bien souvent une trop grande dépendance vis-à-vis de quelques ressources dont les termes de l'échange sont très volatiles. La détérioration des termes de l'échange explique à 0,70 pour cent l'écart de taux de croissance et les autres PVD (Elbadawi et Ndulu 1996).

### **Une profondeur financière insuffisante**

La mesure de la performance d'un système financier se fait à l'aide d'un indicateur de développement financier : l'indicateur d'approfondissement financier (ou ratio de liquidité), c'est le rapport entre les stocks monétaires (M1 ou M2) et les flux de transaction (le PIB ou PNB), son inverse est le ratio vitesse-revenu. Ce ratio de liquidité mesure la profondeur de l'intermédiation financière, plus le ratio est élevé, plus le système financier est liquide. La performance financière en Centrafrique est très faible et a pour conséquence une imparfaite transformation des ressources financières.

Le manque de monnaie est à l'origine d'une perte de productivité considérable, qui s'externalise à l'ensemble des acteurs. Les faibles disponibilités monétaires contraignent les acteurs de l'informel à réduire leur besoin de monnaie en modérant la valeur globale de leurs transactions.

La valeur des transactions est égale au prix multiplié par les quantités : où M représente le volume moyen de la masse monétaire, V la vitesse de circulation de la monnaie, P le niveau général des prix et Y le volume total des transactions (PIB nominal). Dans l'économie informelle M est insuffisant pour réaliser Y, pour l'atteindre les acteurs accélèrent V et modèrent P. Les faibles revenus et la rareté de la monnaie exercent une pression évidente en faveur de la modération des prix, car sur n'importe quel marché du monde, les biens et quels que soient leurs coûts se négocient moins cher que lorsque les acheteurs qui sont aussi des vendeurs disposent des revenus faibles engendrant de faible niveau de liquidité.

Le niveau de développement financier, exacerbé par les politiques de répression financière et de contrôle des échanges, a conduit à une perte de croissance estimée à 0,3 points (Easterly et Levine 1997).

### **La faiblesse de l'épargne**

La RCA souffre d'une insuffisance de l'épargne intérieure. L'analyse de l'ampleur actuelle et de la réserve potentielle de l'épargne en Centrafrique est extrêmement difficile. Difficile, parce que la RCA est confrontée à d'énormes problèmes imbriqués les uns aux autres. D'une part, on affirme souvent que la population centrafricaine est très pauvre pour épargner et que la logistique nécessaire pour la collecter est très coûteuse. Cette hypothèse n'est pas sans fondement, car la faiblesse des revenus, le manque d'instruction, les contraintes de survie, l'inexpérience en ce qui concerne les institutions officielles telles que les banques, la méfiance à leur égard, pèsent sur la capacité et même la volonté d'épargner des plus démunis. D'autre part, selon Ragnar Nurkse (1953), la faiblesse de l'accumulation du capital entraîne un faible niveau de revenu, qui génère à son tour un faible niveau d'épargne.

Depuis l'indépendance, les dépenses de consommation finale des ménages et de l'administration sont relativement égales au Produit intérieur brut, faisant de sorte que l'épargne intérieure est restée résiduelle, évoluant bon an mal an, en dents de scie, devenant parfois négative certaines années.

Le taux d'épargne a eu tendance à se dégrader progressivement jusqu'à devenir négatif à partir du milieu des années 1970. Il atteint son plus bas niveau en 1980, puis s'est légèrement redressé pour redevenir négatif à partir de 1985. Cette situation s'est largement accentuée durant la dernière décennie suite aux troubles socio-politiques qui ont marqué le pays, faisant fuir les principaux partenaires économiques. Cette faiblesse du niveau d'épargne intérieure (4,7 pour cent du PIB réel entre 1993 et 2002) est de loin inférieure de plus de six points à la moyenne annuelle des PMA au titre des années 2000 (11 pour cent).

Cela démontre que le pays consomme plus qu'il n'en produit. La RCA est donc contrainte de faire recours à l'aide ou à l'épargne extérieure pour financer ses dépenses d'investissement et de souveraineté. Ce phénomène caractéristique des PMA, est particulièrement exacerbé en Centrafrique. Il est à l'origine du déficit structurel des finances publiques et en même temps celui de la balance des paiements puisque l'absorption est supérieure au revenu national.

### ***La fragilité du système financier***

Le secteur financier national demeure modeste et ne comprend que quelques banques commerciales qui forment un groupe oligopolistique préoccupé par le maintien des hautes marges associées aux petits marchés à faible croissance. Ainsi, la situation des banques en RCA est très fragile. Globalement le système ne satisfait pas aux critères de solvabilité. Il souffre d'un problème structurel persistant : les dépôts à court terme sont trop importants par rapport à ceux à long terme. Il n'est donc pas en mesure de dispenser des crédits à moyen et long terme qui seraient nécessaires au financement des activités de développement, actuellement, la majeure partie (plus de 80 pour cent) des crédits alloués à

l'économie par le secteur bancaire sont des crédits à court terme destinés surtout au financement des activités tertiaires liées au commerce. Les entreprises ont ainsi des difficultés à obtenir des crédits, en particulier des crédits à long terme nécessaires aux financements des investissements. Même si l'une des banques primaires (BPMC) est considérée comme la première banque de la sous-région (elle est classée à la côte 1) par la COBAC, les deux autres (BICA et CBCA) demeurent dans une situation très fragile.

### **La faiblesse de la productivité et le recul de l'investissement**

Sur la période de 1960 à 1990, le taux d'investissement moyen a été de l'ordre de quinze pour cent. Il a connu une chute vertigineuse au cours des années 1970 passant de 22 pour cent en 1973 à sept pour cent en 1980,<sup>2</sup> son plus bas niveau jamais atteint. À partir de 1981, l'investissement a connu un redressement relatif, il reste encore à un niveau très faible, hypothéquant gravement les potentialités de croissance de l'économie.

Pour la République centrafricaine, on peut parler d'une dégradation de la formation du capital, alors qu'en 1960, le taux d'investissement était d'environ vingt pour cent et se situait parmi les plus hauts en Afrique (16 pour cent au Sénégal, 15 pour cent en Côte d'Ivoire à la même époque). Aujourd'hui, il est devenu l'un des plus faibles. En fait, l'examen de l'évolution de l'accumulation du capital dans le secteur industriel laisse apparaître des discontinuités importantes dans les productions (abandon puis reprise des productions d'huiles, savon, textiles, etc.), à cela s'ajoutent également les dégradations et les destructions massives du léger tissu industriel embryonnaire constatées lors de la chute de Bokassa en 1979, des trois mutineries de 1996 à 1997, de la tentative de coup d'État manquée du 28 mai 2001, de celles du 25 octobre 2002 et du 15 mars 2003. Face au rétrécissement de l'Aide publique au Développement, on note une diminution drastique de l'investissement public financé sur ressources extérieures passant de 60 milliards en 1998 à près de 30 milliards en 2001. C'est ainsi que la part consacrée aux infrastructures sociales s'est durement contractée. Cette évolution explique en grande partie la dégradation de la couverture sanitaire et scolaire.

### **Le déséquilibre des échanges extérieurs**

L'économie centrafricaine est caractérisée par un déséquilibre chronique du commerce extérieur, les dons reçus de l'étranger n'ont pas suffi pour couvrir le déficit de la balance des transactions courantes si bien que l'économie est entrée dans l'engrenage d'un endettement perpétuel.

De 1960 jusqu'au milieu des années 1970, le solde de la balance commerciale est restée superficiellement positive. C'est à la suite du premier choc pétrolier qu'est apparu le premier déficit commercial suivi d'un retour rapide à l'excédent dans les années 1976-1977, grâce à la hausse des cours mondiaux de cer-

tains produits d'exportation. Depuis lors, le déficit du solde commercial s'est accru. Ce déséquilibre est dû :

- à l'accroissement rapide des importations et celui des exportations, le taux de couverture s'est graduellement détérioré ;
- à la quasi-stagnation du volume des exportations suite à une baisse progressive des exportations du coton, des exportations officielles de diamant et des bois d'œuvre ;
- à une baisse des parts de marché centrafricain aussi sur le continent africain et dans la part mondiale qui résulte d'une marginalisation de l'Afrique dans le commerce mondial ;
- et à une moindre ouverture à l'extérieure.

La faiblesse de la croissance économique de la République centrafricaine et la faible industrialisation expliquent le recours modéré aux importations.

### **Le déséquilibre structurel des finances publiques**

L'origine du déficit structurel des finances publiques remonte au début des années 1970. Il a constitué par la suite un lourd fardeau pour l'économie centrafricaine jusqu'à aboutir à la crise financière du début des années 1980 et à la mise en place des premières générations des PAS. Le déséquilibre des finances publiques tient essentiellement à :

- la place prépondérante des recettes fiscales ;
- la faiblesse persistante de l'impôt sur le revenu des personnes physiques due aux difficultés de recouvrement mais aussi pour une grande part au fait que le revenu par habitant se situe à peine au niveau de subsistance ;
- la baisse relative des recettes liées au commerce international suite à une baisse du taux apparent d'imposition ;
- la diminution des subventions des principaux partenaires au développement.

Alors que les dépenses salariales ont augmenté d'environ six pour cent de 1960 à 1978, elles ont diminué progressivement au même rythme entre 1979 et 1993. Cette baisse résulte à la fois du gel des salaires et de la réduction du nombre des fonctionnaires à partir des années 1980.

Les dépenses des biens et services après avoir progressé de quatre pour cent par an en volume dans les années 1960, ont constamment diminué par la suite à un rythme annuel de cinq pour cent. Entre autre, ces mêmes dépenses représentaient plus de 33 pour cent des dépenses publiques à la fin des années 1960, ne représentent qu'actuellement qu'environ 20 pour cent. Ce phénomène n'est pas propre à la RCA, mais y est plus prononcé. Cette évolution est sans aucun doute l'une des raisons de la désorganisation de la fonction publique.

### ***Le fardeau de la dette***

Jusqu'en 1988, l'encours de la dette totale s'élevait à 195 milliards de F CFA. Par rapport aux autres États africains à cette période, la RCA apparaît peu endettée. Ce n'est qu'après cette date que la situation de la dette du pays est devenue insoutenable. L'endettement du pays est resté excessif au regard des recettes et des besoins en investissement. L'encours de la dette a atteint plus de 612 milliards de F CFA en fin 2003 et représentait environ 90 pour cent du PIB, alors que son service n'a cessé d'augmenter passant de 19,5 milliards de F CFA en 1995 à 25,1 milliards en 2001. Les arriérés de remboursement de la dette extérieure se chiffraient à 162,3 milliards de F CFA, soit l'équivalent d'environ 300 millions de dollars américains, dus aux créanciers bilatéraux et multilatéraux à hauteur de 32 et 68 pour cent respectivement.

À fin 2003, la dette intérieure de la RCA était constituée : d'une dette bancaire estimée à 50 milliards de F CFA, une bonne partie étant faite d'avances de trésorerie des banques commerciales rémunérées à un taux de pénalité de 18 pour cent ; des impayés sur les biens et services livrés aux services de l'État s'élevant à environ 89 milliards de F CFA ; ainsi que des arriérés sur les salaires pour un montant estimé à environ 10 milliards de F CFA. La dette intérieure est également peu soutenable dans les conditions actuelles des finances publiques de la RCA, expliquant ainsi la détérioration des comptes extérieurs en 2003, qui s'est traduite par une augmentation du ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services non-facteurs, qui s'est fixé à 28,7 pour cent contre 24,2 pour cent. De même l'effondrement des ressources budgétaires a détérioré le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires qui est passé de 34,8 pour cent en 2002 à 51,3 pour cent l'année suivante. Quant au ratio de l'encours de la dette sur le PIB, il s'est fixé à 95,3 pour cent en 2003 contre 89,2 pour cent un an plutôt.

### ***Origine des dettes intérieures : les arriérés de salaires***

Les difficultés de paiement des salaires des fonctionnaires en RCA ont apparu au grand jour au milieu des années 1990, lorsque la France a cessé d'apporter les subsides pour soutenir le paiement mensuel de la solde. Cet arrêt de versement des subsides par la France a correspondu à la période de dégradation prononcée des recettes fiscales et douanières de l'État. Comme indiqué plus haut, cette chute des recettes budgétaires était le reflet des difficultés d'un système de collecte des recettes inadéquat et très affaibli, combinées à l'arrivée à maturité des échéances de la dette extérieure contractée au cours des décennies 1970 et 1980. Les difficultés de trésorerie de l'État ont amené le gouvernement à faire face aux paiements de première nécessité en recourant aux avances, parfois onéreuses, de la BEAC et des banques commerciales, lesquelles ont enfoncé de plus belle la situation de trésorerie de l'État. La situation des finances publiques décrite ci-

haut s'est détériorée avec l'apparition et la généralisation des pratiques de corruption et de fraude qui ont miné les secteurs-clé de la commercialisation du bois et du diamant, de même que les régies financières et les départements en charge de l'exécution budgétaire et la trésorerie de l'État.

### **Origine des dettes extérieures**

Chenery et Strout (1966) dans « Foreign Assistance and Economic Development » justifie l'apport extérieur des capitaux par le manque de qualification (qui est un facteur limitant la capacité d'absorption), le manque d'épargne intérieure et le manque de devise. Pour pouvoir impulser l'économie, il fallait faire recourt à l'apport des capitaux étrangers ou à l'endettement extérieur. Du point de vue macro-économique, cela peut s'expliquer en considérant l'équilibre macro-économique suivant :

$$Y + M = C + I + X \quad (1).$$

Si on suppose que l'apport de capitaux extérieurs  $Z$  joue sur l'économie à travers un investissement nouveau  $I_1 = (1 - \alpha) Z$  et une nouvelle consommation  $C_1 = \alpha Z$ , telles que :  $I_2 = I - I_1$  avec  $I = I_1 + I_2$  et  $C_2 = C - C_1 = cY$  avec  $C = C_1 + C_2$ , en posant l'importation est fonction du revenu  $M = mY$ , en remplaçant l'importation par sa fonction, l'équation (1) devient :

$$\left. \begin{aligned} Y + mY &= \alpha Z + cY + (1 - \alpha)Z + I_2 + X, \text{ en arrangeant } Y \text{ et } Z \text{ on a :} \\ Y + mY - cY &= \alpha Z + Z - \alpha Z + I_2 + X \\ (1 - c + m)Y &= Z + I_2 + X \end{aligned} \right\}, \text{ en posant } 1 - c = s \text{ qui est la}$$

propension marginale à épargner et en faisant de sorte qu'une variation de l'apport extérieur a un impact sur le revenu, on obtient que :  $DY = \frac{1}{s + m} \Delta Z$ ,

c'est-à-dire que les apports de capitaux étrangers ont un effet positif sur le revenu national. Maintenant, si on suppose que les apports de capitaux étrangers provoquent une importation directe  $M_1 = \varepsilon Z$  et une importation induite  $M_2 = M - M_1 = mY$  qui est fonction du revenu, l'équilibre général (1) de l'économie devient :

$Y + \varepsilon Z + mY = \alpha Z + cY + (1 - \alpha) Z + I_2 + X$ , en réduisant et en ordonnant les variables, l'équilibre se modifie et s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned} (1 - c + m) Y &= Z - \varepsilon Z + I_2 + X \\ Y &= \frac{1 - \varepsilon}{s + m} (Z + I_2 + X) \end{aligned}$$

L'analyse de ce résultat nous permet d'affirmer que l'apport de l'aide extérieure augmente d'une part les investissements et d'autre part la consommation qui engendre à son tour une hausse du revenu réel, tel que :

$$\Delta Y' = \Delta Y + C_1 = \frac{l - \varepsilon}{s + m} + \alpha \Delta Z$$

En conséquence, l'aide extérieure tout en augmentant le revenu, entraîne, si le taux marginal d'épargne est supérieur au taux moyen, une hausse du taux moyen d'épargne et par suite une élévation du taux d'investissement qui permet à son tour un accroissement du revenu. C'est ce raisonnement qui a servi de base au modèle de croissance avec endettement pour financer une politique d'investissement (période de 1960 à 1970), car si le taux requis est supérieur au taux initial d'épargne, le taux d'investissement atteint au départ grâce aux emprunts extérieurs peut induire une croissance auto-entretenu puis un excédent de ressources permettant de couvrir le déficit induit par le paiement des intérêts sur la dette jusqu'à son extinction totale.

***La problématique de la soutenabilité de la dette :  
l'effet boule de neige***

La dette publique est l'impôt de demain, cela signifie que la dette accumulée au fil des ans ne doit pas être trop grande par rapport aux possibilités d'imposition qui prévaudront dans le futur. Il existe un risque d'explosion de la dette du fait de la dynamique des charges d'intérêts appelée effet boule de neige.

Pour démontrer l'effet désastreux de la dynamique des charges d'intérêts, nous allons devoir emprunter le modèle de C. Christ (1991). Christ émet l'hypothèse que les dépenses de l'État (G) sont financées, soit par l'impôt (T), soit par une variation de l'emprunt (dB) sur le marché à long terme, soit par la création monétaire (dM) sur le marché à court terme, de telle sorte que :  $G = T + dB + dM$  (1).

En émettant l'hypothèse que l'émission monétaire est nulle au cours d'une année, et que  $i$  est le taux d'intérêt de la dette publique, c'est-à-dire le coût moyen de l'emprunt à une date  $t$ , et aussi que la dépense publique de la période  $t$  est,  $G_t = G_t^* + iB_{t-1}$ , l'équation (1) précédemment décrite devient :

$$G_t^* - T_t + iB_{t-1} = B_t - B_{t-1} \quad (2) \text{ puisque, } dB = B_t - B_{t-1}$$

alors en posant que le déficit primaire est égal  $D_t = G_t^* - T_t$ , on peut transformer l'équation (2) de la manière suivante :  $D_t + iB_{t-1} = B_t - B_{t-1}$  telle que :  $B_t = D_t + (1 + i) B_{t-1}$  (3).

En divisant l'équation (3) par le PIB ( $Y_t$ ), et en posant que  $b_t = \frac{B_t}{Y_t}$  et  $d_t = \frac{D_t}{Y_t}$ ,

l'équation a mi-parcours s'écrit de la manière suivante :  $b_t = d_t + (1 + i) \frac{B_{t-1}}{Y_t}$  (4)

or on peut décomposer  $Y_t$  en ajoutant et en retranchant  $Y_{t-1}$ , de telle sorte que :

$Y_t = Y_t - Y_{t-1} + Y_{t-1}$ , et en divisant chaque coté de l'équation par  $Y_{t-1}$ , on obtient :

$\frac{Y_t}{Y_{t-1}} = \frac{Y_t - Y_{t-1} + Y_{t-1}}{Y_{t-1}} = \frac{Y_t - Y_{t-1}}{Y_{t-1}} + \frac{Y_{t-1}}{Y_{t-1}} = g + 1$  parce que le taux de croissance du PIB est égal à  $g = \frac{Y_t - Y_{t-1}}{Y_{t-1}}$ . De cette dernière modification, on peut réécrire

l'équation (4), en remplaçant  $Y_t = (1 + g)Y_{t-1}$  de la sorte qu'on peut déduire

l'équation (5):  $b_t = d_t + \frac{1+i}{1+g} b_{t-1}$ , en retranchant  $b_{t-1}$  de chaque coté de l'équation

(5), on obtient l'équation (6) :  $b_t - b_{t-1} = d_t + \frac{i-g}{1+g} b_{t-1}$  et en posant que  $db_t =$

$b_t - b_{t-1}$ , on a l'équation finale sur la dynamique des charges d'intérêts, qui se

présente comme suite :  $db_t = d_t + \frac{i-g}{1+g} b_{t-1}$  (7)<sup>5</sup>.

Cette dernière équation nous permet d'affirmer que la variation du taux d'endettement est proportionnel au taux du déficit primaire, proportionnel au poids de la dette de la période précédente et inversement proportionnel au taux de croissance du PIB. Ainsi cette équation (7) donne l'évolution du ratio dette sur PIB au cours du temps, et que ce ratio évolue sous l'influence de deux facteurs :

- le taux du déficit primaire du budget de l'État ;
- le coût réel du stock d'endettement accumulé croît avec le taux d'intérêt  $i$  mais diminue avec le taux de croissance du PIB ( $g$ ).

En d'autres termes, pour un taux nominal apparent  $i$  donné, toute baisse du taux de croissance du PIB (en volume ou en valeur) tend à élever le poids de la dette en proportion du PIB, c'est-à-dire, plus généralement, on s'aperçoit que le service de la dette publique devient de plus en plus important que le déficit budgétaire et tend vers un processus cumulatif explosif, engendrant une situation structurellement déficitaire. Dans cette optique, l'endettement de l'État engage les générations futures.

### Les crises politico-militaires et l'insécurité généralisée

Les conflits politiques et militaires dans la sous-région ont été des facteurs déterminants de la dégradation de la situation sécuritaire du pays. Conjuguée avec les longues années de tensions sociales et de conflits militaro-politiques, la Centrafrique a été confrontée à une recrudescence du grand banditisme dans la capitale Bangui ainsi que dans les grandes villes du pays ; les zaraguinas ou coupeurs de route attaquent, tuent et pillent dans l'arrière pays, tandis que les

braconniers puissamment armés occupent les parcs et réserves, déciment la faune sans aucune crainte de répression. Les mouvements incontrôlés des réfugiés estimés à plus de 30 000 personnes et la circulation illégale des armes de guerre de tous calibres qui s'y ajoutent ont contribué largement à la dégradation de la situation sécuritaire.

Quant à la population, la misère et les rancœurs ont fait de telle sorte qu'à chaque soubresaut ou événement politique, elle se rue sur les édifices publics, les unités industrielles, les entreprises commerciales et les domiciles civiles, sac-cage, détruit des immeubles et emporte les biens, ceci souvent avec la complicité des forces de l'ordre.

Les crises successives qu'a connu la Centrafrique depuis plus d'une décennie ont fortement fragilisé et altéré les conditions de vie, se caractérisant par une perte prononcée du pouvoir d'achat, une demande insolvable et des capacités de réponse très limitées. Elles ont rendu la majorité de la population plus pauvre que ceux d'il y a trente ans. Elles sont l'expression de la faiblesse chronique de l'offre politique et administrative par rapport aux demandes sociales croissantes, contribuent potentiellement à l'intensification progressive des tensions sociales.

Ces tensions sociales se sont présentées sous plusieurs formes : grèves à répétition des fonctionnaires, des étudiants et retraités, mécontentement général du fait des frustrations vécues (lors des conflits pour la conquête du pouvoir de septembre 1979, d'octobre 1992, des mutineries de 1996 et 1997, du 28 mai 2001 et des deux dernières d'octobre 2002 et 15 mars 2003, au regard des sévices et violations perpétrées tant par les troupes étrangères que nationales), grogne des opérateurs économiques du fait de non-paiement des créances de l'État et de l'érection abusive des barrières économiques.

L'ampleur inquiétante de l'insécurité et les difficultés d'accès aux services sociaux de base, notamment le mauvais fonctionnement des services sanitaires et le dysfonctionnement des activités scolaires sont les autres raisons du mécontentement de la population. En outre, ce sont les injustices chroniques et exacerbées qui attisent ses tensions, dont les plus violentes ont été l'accumulation des arriérés des salaires, des bourses, des pensions, l'érosion du revenu et la hausse perpétuelle des prix à la consommation, la non-prise en compte des besoins vitaux des zones rurales<sup>4</sup> et les autres pesanteurs psychosociologiques.

Une telle situation est justifiée par l'incapacité de l'État peu apte à mener une politique sociale saine, à équilibrer la clé de répartition des investissements, à veiller à une redistribution équitable des richesses. L'ampleur que prend l'impunité dans le contexte social centrafricain aggrave le sentiment de frustration au sein des populations plus durement frappées par les crises. Les populations ont perdu confiance aux institutions devenues interlocutrices peu crédibles et responsables des incertitudes. Face à cette situation elles cultivent la méfiance, se replient sur elles-mêmes avec beaucoup de désespérance.

Les faiblesses de l'économie centrafricaine ont été amplifiées par des incessantes crises politiques qui annihilent les efforts de développement et empêchent l'application efficiente des programmes de redressement économique. L'instabilité politique perturbe non seulement le développement des secteurs productifs, mais aussi la croissance économique.

### **Les principaux obstacles au développement des secteurs agricoles et manufacturiers**

Le développement agricole se heurte aux obstacles suivants :

- poids excessif de la fiscalité pesant sur les agriculteurs et les termes d'échange défavorables pour l'ensemble du secteur rural ;
- faible niveau technique ;
- exigüité du marché national ;
- formation insuffisante des agriculteurs.

Conjugués les uns aux autres, ces différents facteurs empêchent l'agriculteur de produire beaucoup, étant donné leur faible productivité et la très faible rémunération de leur travail, les paysans produisent tout juste assez pour pourvoir à leur propre subsistance ou pour acheter des produits de première nécessité ou des produits dits de luxe, tels que les bicyclettes ou des postes radio. Cette attitude, accentuée par la cherté des biens de consommation, inhibe le développement de la demande des biens et services, condition nécessaire à la croissance économique.

L'exigüité du marché intérieur, la position enclavée du pays et l'insuffisance du réseau routier intérieur limitent aussi les débouchés pour les excédents agricoles. Le coût élevé des transports internationaux et nationaux freine l'acheminement vers les villes des produits vivriers, de plus cela réduit la rentabilité des cultures d'exportation et contribue à la cherté des biens de consommation dans les régions rurales où la concurrence entre les commerçants est minime. L'insuffisance des revenus liée au délabrement des infrastructures sociales et économiques, n'étaient que la manifestation extrême du problème général auquel se heurte le développement agricole en République centrafricaine.

Les agents de vulgarisation manquent de matériel, de véhicule et de matériaux de démonstration. Mais surtout faute de formation appropriée, ne sont pas à mesure d'initier les paysans au maniement des techniques modernes ni de leur fournir une assistance dans ce domaine. Les programmes des écoles et des centres de formation agricoles ne sont pas adaptés aux besoins de main-d'œuvre du pays et ne tiennent pas compte du caractère essentiellement rural de son économie. Manquant d'assurance et de qualifications, les vulgarisateurs se contentent donc de contrôler et d'encadrer les agriculteurs, au lieu de les aider à améliorer leurs méthodes de production et leur productivité, ces derniers, mécontents de cette situation, se désintéressent des conseils des vulgarisateurs ou les rejettent complètement.

La baisse de la production agricole et le déclin général de l'économie centrafricaine à la fin des années 1970 et au début des années 1980 et 1990 ont provoqué la stagnation ou le recul de la production manufacturée de la plupart des branches d'activité. Les goulots d'étranglement et les difficultés de transport accumulés sur les itinéraires internationaux de la RCA, la détérioration rapide de l'infrastructure nationale, la pénurie des pièces détachées et d'intrants, la baisse de revenus de la population ont ralenti la production industrielle. En outre l'instabilité politique, l'ingérence directe des administrations dans les opérations d'entreprises et le mauvais usage de leurs fonds ont sapé la confiance des milieux d'affaires et ont entraîné le départ de nombreux chefs d'entreprise étrangers.

### **Aggravation de la pauvreté**

La pauvreté humaine s'est accentuée au cours des dix dernières années. L'espérance de vie qui était déjà l'une des plus faibles du continent s'est encore détériorée davantage. En 1995 le profil de pauvreté indique que 67 pour cent des Centrafricains vivaient avec moins d'un dollar américain par jour. Tandis qu'une enquête réalisée par le PNUD en 2003 montre que plus de 72 pour cent de la population vivent actuellement en dessous de ce seuil. Les périodes de crise économique et socio-politique ont eu des effets corrosifs sur le niveau de vie des populations.

Les institutions de la République centrafricaine n'ont pas de visions stratégiques. Elles ne font que gérer le quotidien et n'ont même pas le sens de l'innovation. La qualité de leurs prestations n'est pas à la hauteur de satisfaire les demandes voir même les usagers.<sup>5</sup> Elles s'altèrent d'année en année et contribuent au profond appauvrissement de la majorité des citoyens ainsi qu'à la création d'un environnement non sécuritaire, peu favorable au développement.

L'incapacité de l'État à prévoir les dysfonctionnements structurels et les déréglages conjoncturels, ainsi qu'à anticiper des réponses appropriées a conduit le pays à la catastrophe. Les crises militaro-politiques successives ont ébranlé l'unité nationale, provoqué la chute continue des indicateurs économiques tout en alimentant les tensions sociales.

La crise de l'agriculture dans les années 1990 a poussé des groupes socioprofessionnels numériquement importants au chômage. Elle a contracté le revenu des agriculteurs. Les prix d'achat aux planteurs ont été réduits de 11,8 pour cent pour le coton graine et de 6,7 pour cent pour le café cerise (45 F CFA/kg en 2002 contre 150 F CFA en 1998).

En définitive, les politiques agricoles mises en œuvre ont été incapables de s'adapter aux contraintes économiques du monde moderne. Pendant longtemps, l'agriculture a été négligée dans la mesure où les ressources générées par celle-ci n'ont pas été utilisées pour accroître la productivité par des investissements publics dans les infrastructures rurales et divers services, qui auraient permis d'augmenter la marge nette et transformer la vie des producteurs. Cette situa-

tion place aujourd'hui la République centrafricaine dans un dilemme qui est celui de poursuivre la culture des produits qui ne rapportent plus rien aux paysans, à cause, d'une part, de la faiblesse des rendements et donc de l'incapacité à faire face à la concurrence des pays d'Amérique latine et, d'autre part, le courage d'engager une révolution agricole qui passerait nécessairement par la reconversion des cultures. Les différents plans de réforme du secteur agricole n'abordent pas le problème sous cet aspect et plaident tous pour le renforcement des cultures qui ne rapportent rien aux producteurs. C'est là le point qui mérite une étude sérieuse sur les possibilités de la RCA à ouvrir des voies nouvelles en tenant compte de la mutation du contexte international (les besoins en Europe des produits naturels), de la sous-région, notamment les besoins futurs des nouveaux pays producteurs de pétrole (le Tchad et la Guinée équatoriale) et de la nécessité d'assurer son autosuffisance alimentaire.

#### **Rupture ou crise de confiance ?<sup>6</sup>**

La communauté intellectuelle a longtemps éprouvé d'énormes difficultés à identifier les déterminants concrets du développement : c'est-à-dire ce qui fait qu'une société emprunte une progression sociale, politique et économique qui garantit la dignité humaine, l'égalité et l'équité. Ce n'est qu'avec les travaux de recherche de Armatya Sen qu'on a pu démontrer que ce qui est important, c'est que les individus puissent véritablement jouir de la liberté de choisir leur mode de vie : c'est-à-dire des « capacités » de développer des modes de fonctionnement humains fondamentaux, permettant de vivre une vie digne et sensée.

Mais d'autres penseurs reconnaissent que les capacités individuelles ne peuvent pas s'éclorre librement et ne sont garanties que dans une société de confiance. Car une société de défiance est une société frileuse, gagnant-perdant : une société où la vie commune est un jeu à somme nulle, voire à somme négative (si tu gagnes, je perds) ; société propice à la lutte des classes, au mal-vivre national, à la jalousie sociale, à l'enfermement, à l'agressivité de la surveillance mutuelle. La société de confiance est une société en expansion, gagnant-gagnant (si tu gagnes, je gagne) ; société de solidarité, de projet commun, d'ouverture, d'échange, de communication.<sup>7</sup>

De ces deux assertions, on peut affirmer que la prospérité d'une nation et sa compétitivité sont conditionnées par une seule et unique caractéristique culturelle omniprésente ; le niveau de confiance propre à la société.<sup>8</sup> Les nations se distinguent d'abord par la puissance de leur capital social, c'est-à-dire cet actif qui naît de la prédominance de la confiance dans une société ou dans certaines parties de celle-ci. Il peut s'incarner dans la famille, le groupe social le plus petit et le plus fondamental, aussi bien que dans le plus grand de tous, la nation, comme dans l'enchevêtrement complexe d'institutions intermédiaires : entreprises, associations, établissements scolaires, clubs, syndicats, médias, œuvres de bienfaisance, églises, etc.

Toutefois, ces attitudes socialement positives se sont révélées par la suite dangereuses pour la confiance et le développement du pays lorsque celui-ci a connu les multiples convulsions politico-militaires. Et nous sommes ainsi amenés à constater que les familles centrafricaines se trouvent menacées, jusque dans leurs fondements, non seulement par l'évolution économique qui tend à briser l'unité organique du clan, mais tout autant par la transformation des esprits. En attendant qu'une morale nouvelle s'impose profondément aux consciences et prenne corps dans les institutions, c'est pour l'instant la crise.

Dans l'histoire même de la RCA, le peuple centrafricain fut un peuple combatif. Mais, l'avènement de la guerre de « Kongo Wara » c'est-à-dire « la guerre de la manche de houe », durement réprimandée par les tirailleurs français de l'AEF (entre les deux grandes guerres mondiales), a créé un peuple craintif et rétracté sur soi-même : on a confiance en personne.

Et ainsi, après plus de quarante ans d'indépendance, la République centrafricaine est entrée dans une longue série de turbulences politico-militaires, marquée par des changements brutaux de régimes.<sup>9</sup> Ces changements ont souvent été justifiés par la mauvaise pratique de la gouvernance et le difficile apprentissage de la démocratie.

Aussi, les diagnostics établis lors des nombreux fora tenus sur les problèmes de la République centrafricaine ont-ils souvent retenu comme causes principales de la décadence de la nation centrafricaine, la longue série de turbulences militaro-politiques, les carences en matière de pratiques de bonne gouvernance, la forte centralisation du pouvoir, l'exclusion du plus grand nombre des citoyens dans les prises de décisions, les violations des droits de l'homme, etc. Ces faits ont entraîné l'érosion du capital social centrafricain (l'effondrement de la famille, l'appauvrissement d'un large éventail de structures sociales intermédiaires: voisinage, églises, syndicats, clubs, œuvre de bienfaisance) qui s'est traduite par la chute de confiance et de la sociabilité spontanée. Ce phénomène alimente et exacerbe à son tour, comme un boomerang, les mêmes causes qui lui ont donné vie.

En somme, la gouvernance telle que pratiquée au cours des quarante dernières années s'est appuyée sur l'héritage colonial. Celui-ci n'a pas permis au plus grand nombre de citoyens de libérer les énergies nécessaires pour mieux répondre à leurs besoins croissants et améliorer leur bien-être. L'encadrement social a été pendant longtemps hautement politisé et très administratif. Le mécanisme traditionnel de la solidarité n'a pas été privilégié, ni renforcé. La participation active, responsable et organisée du plus grand nombre des citoyens à la prise de décision et à la résolution des défis du développement n'a pas été non plus privilégiée.<sup>10</sup> Progressivement, les valeurs sociales et culturelles positives se sont émoussées, cédant la place à des valeurs négatives : le clientélisme, la délation, le tribalisme, la corruption et l'incompétence.

Faute d'une forte participation des citoyens dans la définition des politiques macroéconomiques et leur appropriation, celles-ci ont été incapables d'augmenter les revenus réels par habitant, de comprimer les déséquilibres financiers et d'opérer ainsi une transformation du paysage économique. Le niveau de l'investissement, l'un des indicateurs de la confiance, est resté très faible. Le faible taux d'épargne nationale est également un autre signe d'absence de confiance.

Les investisseurs privés sont les premiers à souffrir de la métamorphose sociale faite de défiance permanente, de jalousie, d'hypocrisie, de sournoiserie, d'esprit de destruction... Par ailleurs, ils sont confrontés à une absence de transparence, de prévisibilité et d'impartialité de l'appareil réglementaire et des pratiques de fraude et corruption.

Autre conséquence de l'érosion du capital social, les Centrafricains semblent avoir de l'aversion pour les entreprises sociétales qui auraient pourtant permis non seulement d'envisager des affaires plus larges mais surtout de pénétrer le secteur industriel.

Dans cette situation de déstructuration du tissu social, la société centrafricaine est en faillite, en déliquescence, car elle a perdu des piliers culturels et moraux importants que sont le souci de l'autre, la primauté de l'intérêt général, le respect du bien public, l'esprit de sacrifice et de l'effort. La croyance au moindre effort et à la fatalité la rend prisonnière d'un état d'esprit dominé par l'assistanat. La situation est encore plus compliquée quand les structures chargées de promouvoir la recherche des solutions novatrices sont elles-mêmes en pleine déliquescence et parfois contribuent à la destruction de la conscience sociale.

Le problème de la nation centrafricaine viendrait par conséquent de ce que les Centrafricains perçoivent mal leur société et son orientation historique communautaire. La conclusion est alors triviale : c'est par la reconstitution du capital social, à travers les voies de sociabilité, que le pays éliminera les résistances persistantes de certaines habitudes aux fins de promouvoir le développement durable.

« L'évolution de la connaissance scientifique n'est pas seulement d'accroissement et d'extension du savoir. Elle est aussi de transformations, de rupture, de passages d'une théorie à l'autre... »

« la connaissance scientifique est une connaissance certaine, dans le sens où elle se fonde sur les données vérifiées et qu'elle est apte à fournir des prédictions concrètes. Toutefois le progrès des connaissances scientifiques ne va nullement dans le sens d'une plus grande certitude... On peut même dire que, de Galilée à Einstein, de Laplace à Hubble, de Newton à Bohr, nous avons perdu le trône d'assurance qui mettait notre esprit au centre de l'univers... Le progrès des connaissances scientifiques produit donc un progrès de l'incertitude. Mais c'est une « bonne » incertitude qui nous délivre d'une illusion naïve et nous éveille d'un rêve légendaire : c'est une ignorance qui se connaît comme ignorance... »

Ainsi la science n'est pas seulement une accumulation de vérités vraies. Disons plus... : elle est un champ toujours ouvert où se combattent non seulement les théories mais le principe d'explication, c'est-à-dire aussi des visions du monde et les postulats métaphysiques. Mais ce combat a et maintient ses règles du jeu : le respect des données d'une part, l'obéissance à des règles de cohérence d'autre part. C'est l'obéissance à cette règle « mais par des débattants combattants » (E. Morin : Pour la Science, *Le Monde*, 6.1., 1982)<sup>11</sup> acceptant sans équivoque cette règle, qui fait la supériorité de la science sur toute autre forme de connaissance.

Alors, de même que dans le cartésianisme la connaissance des formes naturelles fait immédiatement d'une anomalie constatée une erreur techniquement réparable, de même la connaissance des formes sociales devient une connaissance qui fait immédiatement d'un mal ou d'une injustice un défaut mécanique, un dysfonctionnement, une panne ou une mesure qu'on doit pouvoir surmonter par l'amélioration de la construction générale. Analyser une souffrance, une crise ou un mal, c'est toujours les analyser comme problème soluble et comme problème dont la solution est technique. Le constructivisme est ainsi la volonté de déconstruire pour construire mieux ce qui est reçu comme construction.<sup>12</sup>

## Notes

1. Pour faire face aux arriérés de salaires, les agents de la fonction publique se sont lancés dans la production des cultures vivrières afin de juguler la misère.
2. Ceci résulte de la destruction du léger tissu industriel embryonnaire en 1979 à la suite du renversement du régime Bokassa.
3. Lecaillon, Jean-Didier et al., 1993 ; suite note de bas page n° 26 ... C. Christ, 1968, « A Simple Macroeconomic Model with a Government Budget Restraint », *Journal of Political Economy*, jan-febr. 1968; A. S. Blinder et R. M. Solow, 1974, *Analytical Foundations of Fiscal Policy, the Economic of Public Finance*, Washington, the Brookings institution; P. Artus et P. Morin, 1991, *Macroéconomie appliquée*, Paris, PUF.
4. Lors de la campagne cotonnière 2001–2002, certains coton-culteurs ont été emprisonnés, parce que leurs productions ne parvenaient pas à couvrir les crédits d'intrants accordés à ceux-ci pour cause de baisse sensible des prix d'achat aux producteurs.
5. Les investisseurs privés souffrent d'une absence de transparence, de prévisibilité et d'impartialité de l'appareil réglementaire : les pratiques administratives et les procédures de création et d'installation d'entreprises sont jugées longues et coûteuses par ceux-ci.
6. Nous remercions le Conseiller du Vice-Président de la République, Dr Jeannot Christophe Gouga III, pour sa franche contribution à l'élaboration de cette œuvre.
7. Peyrefitte, Alain, 1995, *La société de confiance*, Paris, Éditions Odile Jacob, p. 10.
8. Fukuyama, Francis, 1995, *La confiance et la puissance : vertus sociales et prospérités économiques*, Paris, Plon, p. 19.

9. Le régime républicain post colonial (1959-1966) remplacé après un coup d'État militaire par une dictature militaire de 1966-1979, dont le sommet a été l'érection du pays en un Empire. Le retour à l'ordre démocratique de 1979 à 1981 a été écourté, à nouveau, par un coup d'État qui a consacré un deuxième régime militaire de 1981 à 1993. Le retour à l'ordre républicain constitutionnel et multipartite est réalisé à partir de 1993. En 2003, une insurrection populaire conduite, une fois de plus, par un militaire met fin au processus démocratique.
10. Bilan commun de pays (CCA), 2001, *La République centrafricaine face aux défis de la pauvreté, de la bonne gouvernance et de la démocratie*, BBA, p. 30.
11. Cité par Gilbert Abraham-Frois, dans *Économie politique*, 5e édition Economica 1992.
12. Friedrich Von Hayek cité par Arnaud Berthoud.